

Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

**Son Excellence Monsieur Uhuru Kenyatta,
Président de la République du Kenya ;**

**Son Excellence Monsieur Paul Kagame,
Président de la République du Rwanda ;**

**Son Excellence Monsieur Salva Kiir,
Président de la République du Sud Soudan ;**

**Son Excellence Monsieur John Pombe Magufuli,
Président de la République Unie de Tanzanie ;**

**Son Excellence Benjamin William Mkapa,
Facilitateur de la crise burundaise.**

**Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies.**

**Son Excellence Monsieur le Président de la
Commission de l'Union Africaine**

**A Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni,
Président de la République d'Ouganda et
Médiateur de la crise burundaise.**

à

Entebbe

M/S/D 002/2017

Objet : Feuille de Route de sortie de crise au Burundi

Excellence Monsieur le Président,

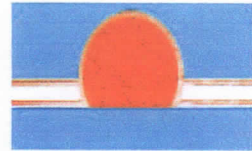
Le Parti MSD a l'honneur de vous présenter sa proposition de Feuille de Route pour un retour à la paix au Burundi.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président et Médiateur de la crise burundaise, l'assurance de ma considération hautement distinguée.

Téléphone : 22273805

E-mail: msdburundi@gmail.com

Kinanira III, Avenue GASIBE, No 8



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

**Le 10 avril 2017
Pour le Parti MSD**

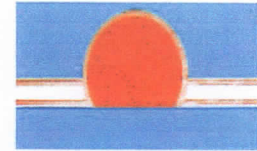
Le Président

Alexis SINDUHEJE

Téléphone : 22273805

E-mail: msdburundi@gmail.com

Kinanira III, Avenue GASIBE, No 8



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

FEUILLE DE ROUTE POUR UN RETOUR A LA PAIX PROPOSEE PAR LE PARTI MSD

I. INTRODUCTION

La présente proposition de Feuille de Route pour un retour à la paix au Burundi que présente le Parti MSD, est formulée dans un souci de gain de temps, d'efficacité et d'efficacités, car les souffrances du peuple burundais ne peuvent pas attendre des pourparlers sans fin et des discussions sur des sujets qui en réalité ont déjà trouvé des solutions en d'autres temps et d'autres forum de dialogue, n'eut été l'extrême mauvaise foi de Pierre Nkurunziza et son régime.

En effet, une fois identifiée correctement la nature de la crise burundaise actuelle, les participants aux négociations devraient pouvoir aller directement à la discussion sur des questions pertinentes en rapport avec les solutions envisagées pour sortir de la crise.

Ainsi, les débats devraient porter sur des sujets d'intérêt pratique en évitant des discussions théoriques qui n'offrent pas de solutions concrètes à la crise, par rapport à sa nature.

C'est dans cette perspective que le Parti MSD propose la présente Feuille de Route.

II. FEUILLE DE ROUTE POUR UN RETOUR A LA PAIX

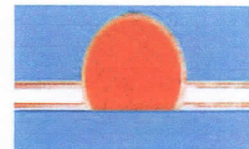
La Feuille de Route que propose le Parti MSD montre les étapes réalistes à suivre pour que le processus des négociations envisagées sous la conduite de la Médiation-Facilitation des Etats de l'EAC puisse aboutir à un retour à la paix au Burundi.

A. Position de principe

Le principe qui doit guider les négociations attendues est que celles-ci ne doivent pas être une occasion de rediscuter l'Accord d'Arusha et la Constitution qui en est issue, mais de se convenir sur les moyens de mieux se conformer à leur contenu et à leur esprit.

B. La nature de la crise actuelle

L'impératif de la première phase du processus des négociations est de se convenir sur la nature de la crise actuelle. En effet, Pierre Nkurunziza essaie de faire diversion sur cette nature.



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

Pour le Parti MSD, la crise actuelle est non seulement la conséquence de la violation de l'Accord d'Arusha et de la Constitution concernant le mandat présidentiel, mais surtout et fondamentalement de *l'absence d'élections communales, législatives et présidentielles crédibles conformes aux standards internationaux.*

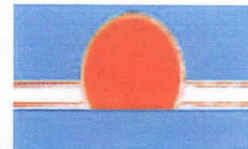
Cette volonté de Pierre Nkurunziza d'étouffer toute expression démocratique des élections a pris racine avec les élections de 2010, qui ont été boycottées par l'opposition après les tricheries aux élections communales.

La preuve irréfutable de cette volonté de fagociter le processus électoral s'est manifestée après les communales, à la suite d'un entretien que le Président du Parti MSD, Monsieur Alexis Sinduhije, a eu avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Charles Petrie, qui tentait de convaincre l'opposition de revenir dans le processus électoral.

Pour lui montrer la bonne foi de l'opposition, le Président du Parti MSD lui a soumis cette proposition : *l'opposition accepterait les résultats des élections communales (bien que non crédibles et contestées) et reviendrait dans la compétition électorale pour le reste des scrutins, à la condition que la Communauté Internationale convainque Pierre Nkurunziza de reporter le calendrier des législatives et présidentielles de deux ou trois semaines maximum, le temps d'analyser ensemble les irrégularités constatées et se convenir des correctifs à faire, avant la reprise du processus.* Le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies a trouvé la proposition honnête et a promis de plaider la cause. Bien évidemment Pierre Nkurunziza a refusé.

Bien avant les élections de 2015, l'opposition n'a fait que demander avec insistance des garanties d'élections crédibles, en appelant à son soutien la Communauté Internationale. Pierre Nkurunziza a encore une fois refusé toutes les démarches faites autant par l'opposition que par la Communauté Internationale, en organisant une comédie électorale dénoncée par l'ensemble des observateurs internationaux.

Pour le Parti MSD, l'enjeu réel de la crise actuelle n'est donc rien d'autre que la possibilité d'organiser des élections crédibles conformes aux standards internationaux, **non contrôlées par Pierre Nkurunziza**, et la capacité réelle de la Médiation-Facilitation et de la Communauté Internationale à imposer de telles élections. L'équation à résoudre est donc celle-ci : la Médiation et la Facilitation, appuyées par les Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne et le reste de la Communauté Internationale peuvent-elles cette fois-ci imposer de gré ou de force l'organisation d'élections crédibles **sans le contrôle de Pierre Nkurunziza ?**



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

Pour le Parti MSD, tous les débats dans le cadre des négociations envisagées doivent être tournés sur cet enjeu électoral, les sujets collatéraux devant porter sur les conditions politiques, humanitaires et sécuritaires pour organiser ces élections, ainsi que sur un calendrier raisonnable pour atteindre cette échéance.

C. Les acteurs principaux des négociations

La seconde phase des négociations doit consister à assurer l'inclusivité, condition incontournable de leur réussite. Il convient donc d'identifier les acteurs clés dans la résolution de la crise burundaise. Le Parti MSD estime en effet que jusqu'à présent cet exercice n'a pas encore été fait avec des résultats probants.

Les parties aux négociations se définissent par rapport à la question à l'origine de la crise actuelle : *l'absence d'élections communales, législatives et présidentielles crédibles conformes aux standards internationaux*. Sur le plan strictement politique, cette question met face à face deux grands ensembles : ceux qui soutiennent la crédibilité des élections de 2015, en ce compris la question du 3^{ème} mandat, en fait, le cercle du pouvoir et les autres forces politiques et sociales qui contestent ces élections, y compris la question du 3^{ème} mandat.

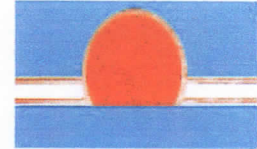
La composition des délégations doit donc se faire sur une base paritaire entre le gouvernement et son opposition politique, c'est-à-dire en identifiant concrètement ce que recouvre le *cercle du pouvoir* d'une part, et les autres *forces politiques et sociales* contestataires d'autre part.

Cet exercice devrait être un préalable à la convocation des prochaines sessions de dialogue.

D. L'enjeu des négociations

Comme exposé ci-haut, le *véritable* enjeu c'est l'organisation et la tenue d'élections démocratiques, libres, inclusives, transparentes, et donc, crédibles. C'est le seul chemin qui permet de réhabiliter l'Accord d'Arusha et la Constitution qui en est issue.

Pierre Nkurunziza répète à qui veut lui prêter oreille que son Parti CNDD-FDD est une émanation légale et légitime d'une majorité populaire, et que l'opposition craint une confrontation électorale avec lui. S'il est si sûr et confiant en cette représentation, la Médiation-Facilitation et la Communauté Internationale doivent mettre au défi Pierre Nkurunziza et son Parti de se soumettre à une saine et honnête compétition électorale dont l'organisation sera confiée à la compétence d'instances internationales neutres, et sous leur unique responsabilité excluant toute incursion de quelque nature que ce soit de Pierre Nkurunziza, son gouvernement et son Parti.



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

Le Parti MSD estime en effet que pour réussir ce pari d'élections crédibles, les étapes incontournables sont que :

1. Le processus menant à ces élections doit exclure Pierre Nkurunziza, car tant qu'il aura une mainmise directe ou indirecte sur le processus, il n'y aura pas d'élections crédibles parce qu'il ne le permettra pas ;
2. Les négociations envisagées doivent donc aboutir à la mise en place des Institutions de Transition dans le strict respect des équilibres consacrés par l'Accord d'Arusha ;
3. A l'issue d'un accord sur les Institutions de Transition sans Pierre Nkurunziza, les négociateurs devront se convenir sur le délai qui mènera aux élections et à la fin de la Transition ;
4. L'accord conclu sur les Institutions de Transition et le délai de celle-ci, les négociateurs devront définir les actions à mener pour créer un environnement politico-sécuritaire et socio-économique favorable à la tenue des élections.

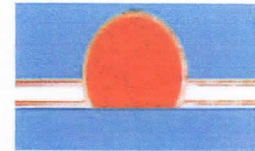
E. L'assurance d'un environnement propice à un dialogue constructif

Il va de soi, et a priori c'est du bon sens élémentaire, qu'il ne peut y avoir de dialogue constructif si les conditions suivantes ne sont pas réunies :

1. Les meurtres et les tortures perpétrés par les agents de l'Etat, ainsi que les arrestations et les détentions arbitraires doivent impérativement cesser avant même le début des travaux des négociations.

A cet égard, les acteurs de la Communauté Internationale doivent rompre avec le discours stéréotypé du genre « toutes les parties au conflit doivent s'engager à mettre fin à toute forme de violence ... », car on ne peut pas mettre en balance la violence d'Etat avec celle des opposants à Pierre Nkurunziza, celle-ci étant en général justifiée par la première. L'Etat a des obligations constitutionnelles et internationales dont le respect ne peut être conditionné à une certaine attitude des opposants à un gouvernement.

2. Pierre Nkurunziza doit cesser avec ses velléités de changements constitutionnels qui ne font qu'exacerber les tensions, parce qu'elles jettent une suspicion légitime sur sa bonne foi dans les négociations.
3. Pierre Nkurunziza doit accepter de mettre en œuvre de bonne foi toutes les résolutions prises sur le Burundi par les instances internationales et



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

continentales. L'acceptation de ces résolutions participe aussi de ces conditions d'un dialogue constructif.

Lorsque l'on sait le degré élevé de consensus requis pour l'adoption de telles résolutions, Pierre Nkurunziza ne peut pas se cacher derrière une prétendue souveraineté nationale à défendre, et il appartient aux partenaires internationaux dans le processus des négociations de le lui faire comprendre.

F. Ordre du jour des négociations

L'ordre du jour des négociations doit faire l'objet d'un consensus des participants, car jusqu'à l'heure actuelle aucun accord ni sur les points devant faire l'objet des négociations, ni sur le début et la durée des négociations n'a jamais été convenu.

Il conviendra donc de recueillir les avis des négociateurs, en discuter et se convenir sur un ordre du jour définitif.

G. Les Institutions de Transition

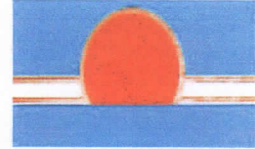
L'aboutissement des négociations est le départ de Pierre Nkurunziza et des institutions illégales et illégitimes issues de la mascarade électorale de 2015 (Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat) et la mise en place des Institutions de Transition dans le strict respect des équilibres consacrés par l'Accord d'Arusha.

Les négociateurs devront définir le cahier des charges et le profil des principaux responsables de la Transition au sommet de l'Etat (le Président, les deux Vice-présidents et les Présidents des Chambres du parlement), ainsi que leur mode de sélection.

En tout état de cause, les personnes soupçonnées de crimes de sang et de crimes économiques doivent être exclues de la participation aux Institutions de Transition et aux futures Institutions du pays.

Les négociateurs devront se convenir sur la durée de la Transition.

Sans préjuger de ce qu'adopteront les négociateurs, le Parti MSD a déjà adopté son opinion qu'il défendra sur le *profil des candidats*, leur *mode de sélection* et la *durée de la transition*.



Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

H. Durée des négociations

Le Parti MSD estime que les négociations ne devraient pas excéder un (1) mois.

Le 12 avril 2017

Pour le Parti MSD

Le Président

Alexis SINDUHIJE